

## **I. SOUTH SOUTH SOLIDARITY**

**HANOI, SEPT 2007**

### **1. La démocratisation des sociétés**

- La démocratisation est un processus, qu'on ne saurait réduire à une formule statique et définitive, comme celle que la « démocratie représentative » (pluripartisme, élections, droits de l'homme) représente.
- La démocratisation – synonyme de pouvoir du peuple (people's power) – concerne tous les aspects de la vie sociale, et non exclusivement la gestion de la dimension politique de celle-ci (the management of politics). Elle concerne tous les rapports entre les individus, au sein de la famille, sur les lieux de travail, dans les rapports de ceux-ci avec les décideurs économiques, administratifs et politiques. Ces rapports sont simultanément des rapports individuels et collectifs (des rapports de classes, par nature inégaux dans la société capitaliste, fondée sur l'appropriation privative des moyens de production par une minorité, excluant le peuple). Ces limites sont celles de la démocratie – quand elle existe – dans le capitalisme. La démocratisation implique qu'on dépasse ces limites, et par là même aille au delà du capitalisme, sur la route de la construction de l'alternative socialiste.
- L'idéologie dominante et les « recettes » (blue prints) démocratiques proposées dans son esprit sépare la démocratie « politique » des revendications sociales, qui s'expriment par les luttes des classes dominées et exploitées contre la logique unilatérale du capital. La démocratisation implique qu'on associe et non dissocie la démocratie politique et le progrès social.
- La démocratisation concerne la pratique dans tous les segments de la vie sociale : la famille (et donc les problèmes de genre – gender – ref. prog. 6), l'entreprise (lieu de travail), les partis politiques, les syndicats, organisations paysannes, de femmes, les communautés locales et de voisinage, comme toutes les autres organisations de la société civile.
- La démocratisation implique la reconnaissance et la définition des droits de l'individu (human rights), leur formulation en termes de droits juridiques, la garantie institutionnelle de leur respect réel. La liberté individuelle (freedom) et la libération de l'être humain de toutes les formes d'oppression sont inséparables de l'exercice du pouvoir par le peuple (peoples' empowerment). Il n'y a pas de socialisme avancé sans intégration des droits de l'individu dans ceux des collectifs de travailleurs et du peuple.
- Les idéologies et les projets politiques doivent être analysés et discutés sous l'angle de leur contribution positive ou négative à la démocratisation comme définie ici, fondée sur des valeurs universelles, exprimées dans la diversité des cultures.
- La construction de la démocratie à tous les niveaux de la réalité sociale constitue l'objectif des mouvements populaires démocratiques et progressistes concernés et associés dans le réseau solidarité Sud Sud.

### **2. Alternatives au marché capitaliste et à l'ordre économique mondial en place**

- Le capitalisme n'est pas une "économie de marché" mais une économie capitaliste de marché. Le marché est ici régulé par la domination des intérêts capitalistes, qui prévalent sur ceux des classes exploitées et dominées, dont les membres sont réduits au statut de fournisseurs de force de travail et de consommateurs conditionnés et passifs. Le marché capitaliste, pour efficace qu'il puisse être par certains de ses aspects, demeure guidé par la recherche individuelle du profit par les capitalistes. L'alternative populaire exige la mise du marché au service des objectifs sociaux et démocratiques du peuple, d'autres formes de régulation fondés sur les objectifs du socialisme en construction, et singulièrement la réalisation effective de la plus grande égalité possible.

- La centralisation du capital dans le capitalisme contemporain est parvenue à un degré tel que quelques centaines de groupes financiers dominent la plus grande partie des économies nationales comme l'économie globalisée et façonnent les marchés dans leur intérêt exclusif. Ce capitalisme des oligopoles concentre le pouvoir réel, économique, social et politique, dans les mains d'une oligarchie, l'ennemie de l'humanité entière.

- Dans son expansion le marché capitaliste s'emploie à s'annexer chaque jour davantage des aires nouvelles de la vie sociale pour les transformer en lieux d'extraction de profits pour le capital. Les programmes de privatisation de entreprises de l'Etat et de collectifs de producteurs ou de citoyens, la « marchandisation » (commodification) des services publics essentiels (éducation, santé habitat, accès à l'eau et à l'électricité, transports) répond à cet objectif en conflit par nature avec le pouvoir du peuple, dont il réduit le champ d'action. Dans son expansion le marché capitaliste s'emploie également à s'annexer la disposition de toutes les ressources naturelles de la planète renouvelables et non renouvelables, aggravant par là même les perspectives à plus long terme concernant la survie de l'humanité (ref. prog. 8). La privatisation de la terre doit être reconnue comme un danger particulièrement grave pour la survie de la moitié paysanne de l'humanité (ref. prog. 4).

- Un développement alternatif à la hauteur de la satisfaction des besoins humains ne saurait être restreint à la « réduction de la pauvreté », elle même largement générée par les logiques qui commandent l'expansion des marchés capitalistes. Un développement alternatif authentique doit contribuer à transformer les modes de vie (livelihood) dans la direction de l'émancipation réelle des classes populaires et des individus. Des « indicateurs » des progrès réalisés dans cette direction doivent être identifiés et définis.

- A l'échelle mondiale l'économie capitaliste de marché est fondée sur l'inégalité des partenaires nationaux. La logique de son expansion tend à accentuer et non à réduire ces inégalités inacceptables et refusées par les peuples du Sud. Aux pratiques en cours et aux projets proposées (dans les domaines du commerce, de l'investissement étranger et des flux de capitaux, de la dette) par les institutions de la globalisation capitaliste dominante (FMI, Banque Mondiale, OMC, Communautés Européennes et autres), les mouvements populaires doivent opposer des alternatives positives répondant aux objectifs propres de mouvements populaires.

### **3. Alternatives à l'ordre politique international en place**

- Les peuples ont besoin de paix, les nations et les individus de sécurité. La nature impérialiste du système capitaliste ne permet ni l'une ni l'autre. Au contraire, parce qu'il est fondamentalement injuste, le maintien de l'ordre international nécessaire à la poursuite de l'expansion du marché capitaliste oligopolistique exige le déploiement de la violence, y

compris la menace militaire et l'utilisation effective de celle-ci, à l'égard de tous les mouvements, les peuples et les Nations réfractaires à la soumission. Il s'agit de terrorisme d'Etat.

- Le programme de « contrôle militaire de la planète » par les forces armées des Etats Unis et de leurs alliés subalternes (de l'OTAN en particulier), le déploiement à cet effet de 600 bases militaires américaines sur les cinq continents, les « guerres préventions » déjà en cours (Irak) menaçantes (Iran), constituent des expressions de cette militarisation de la globalisation.
- La mise en œuvre de ces programmes des puissances impérialistes et particulièrement de la première d'entre elles, bafoue les aspirations à la paix et à la sécurité de tous les peuples du Sud. Elle est directement ou indirectement à l'origine des gaspillages que représente la course aux armements. Elle est directement ou indirectement l'inspiration de nombreux conflits dits « locaux », souvent instrumentalisés.
- L'alternative populaire exige la reconnaissance des droits égaux de peuples et des nations dans la globalisation. Elle exige le respect de l'indépendance souveraine des nations, Les luttes populaires s'assignent d'ailleurs l'objectif de faire évoluer la souveraineté des Etats dans la direction de la souveraineté effective des peuples, par la démocratisation de la société (ref. prog. 1).

#### **4. La question agraire**

- L'accès à la terre est une question de survie pour trois milliards de paysans d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, soit près de la moitié de l'humanité. Aucune forme de développement n'est acceptable si elle sacrifie le sort de ces êtres humains. Or la voie capitaliste de développement, fondée sur l'appropriation privative du sol, traité comme une marchandise analogue aux autres, sacrifie précisément le « surplus » de population rurale sur l'autel de l'augmentation de la « rentabilité » du capital investi dans la production agricole (équipements modernes et « valeur » de la terre). Le résultat de cette option, visible, est la transformation de la Planète en celle des bidonvilles de Sao Paulo à Mumbai, de Mexico à Bangkok en passant par le Caire, Casablanca et Johannesbourg.

L'alternative populaire -celle du développement à orientation socialiste- repose sur le principe juste que la terre est une ressource naturelle fondamentale, la propriété des peuples et particulièrement des paysanneries qui en vivent. Les deux grandes révolutions d'Asie ont confirmé la mise en oeuvre du principe et ont ainsi évité l'exode rural incontrôlé qui frappe le reste des trois continents. La poursuite de cette alternative implique le respect intégral de ce principe dans toutes les étapes de la longue transition socialiste. Certes l'urbanisation qui accompagnera une industrialisation nécessaire (fut-ce dans des modalités spécifiques qui ne se résument pas à l'imitation technologique sans restriction des modèles capitalistes, ref. prog. 5), exigera un transfert de population des campagnes vers les villes. Mais celui-ci devra être régulé au rythme des capacités d'absorption des activités urbaines productives ; et les formules de gestion de l'agriculture devront en tenir compte.

Il ne s'agit pas de maintenir les campagnes « surpeuplées » dans l'immobilisme. Des erreurs ont pu être commises en pensant qu'une collectivisation précipitée, en avance sur les possibilités et les exigences technologiques, pourraient surmonter la contradiction en question. L'expérience a démontré qu'un accès au sol garanti à l'ensemble de la paysannerie

dans des formules associant la petite production familiale et le marché est parvenu à permettre une augmentation rapide et forte de la production agricole, à la fois des rations de l'autoconsommation paysanne et des surplus commercialisés. La poursuite de ce progrès exigera certainement l'invention de formes nouvelles adaptées à chaque étape de la voie du développement à orientation socialiste. Mais celles-ci ne pourront jamais être fondées sur un abandon du principe de l'accès au sol pour tous au profit des illusions éventuelles d'une appropriation privée du sol.

Une réflexion systématique sur des programmes de développement paysan populaire est nécessaire pour que jamais. Cette réflexion ne saurait proposer la même formule pour tous, tant la diversité des situations créées par l'expansion capitaliste est extrême. Là où cette expansion a déjà promu des inégalités gigantesques sous la forme des latifundias d'Amérique latine, d'Afrique australe et de l'Inde, des réformes agraires radicales s'imposeront.

Le programme de poursuite de l'expansion capitaliste passe aujourd'hui par des « modernisations » partielles (qualifiées de « révolution vertes »), dont ne sont bénéficiaires que des minorités de paysans aisés et de capitalistes agraires et qui placent l'agriculture dans son ensemble dans une dépendance extrême à l'égard de l'agrobusiness. Les formules alternatives d'un développement rural modernisé progressivement au bénéfice de tous ne peuvent être similaires. La recherche théorique et la pratique doivent permettre d'en inventer leurs modalités.

- L'accès au sol doit être accompagné par la mise à la disposition des paysans des moyens de l'exploiter.

Le premier de ces moyens est l'eau qui de ce fait ne peut être plus que la terre une « marchandise comme une autre » (commodified). L'accès des peuples à l'eau soulève la question difficile du régime des fleuves internationaux, que le droit international ignore largement et qui est régi – quand il l'est – par des traités bi ou plurinationaux parfois sujets de négociations souhaitables.

L'accès aux moyens de production nécessaires au progrès de l'agriculture (crédits, équipements, semences, pesticides et engrais, institutions de commercialisation) ne peut être abandonné aux seules « règles du marché ». L'alternative populaire et l'orientation socialiste exigent l'intervention de politiques d'Etat adéquates dans ces domaines et l'ouverture de champs d'action aux initiatives paysannes (coopératives de formes diverses).

- Les progrès scientifiques et technologiques concernant la production agricole et vivrière ne peuvent pas être commandés par la seule exigence de la rentabilité immédiate. La rationalité capitaliste est une rationalité à court terme (ref. prog. 2, 7 et 8) et de ce fait n'est pas toujours soutenable dans le long terme (sustainable). L'introduction des OGM par exemple fait courir des risques mal connus pour la reproduction de la capacité productive des sols (l'exemple des destructions de sols en Argentine en témoigne), pour le maintien vital de la diversité biologique, comme elle fait courir des risques inconnus pour la santé humaine. Leur introduction est dictée par la seule volonté des transnationales de l'agrobusiness de soumettre par ce moyen les producteurs paysans et de réguler les marchés à leur seule convenance. L'alternative populaire exige que les critères de la recherche soient autres.

- Les politiques nationales doivent poursuivre l'objectif de la souveraineté alimentaire (autosuffisance de base des Nations) et rejeter celui de la seule « sécurité alimentaire »

(capacité de payer les importations destinées à compenser le déficit alimentaire) que la Banque Mondiale et l'OMC veulent imposer.

- Les politiques nationales concernant le monde rural ne peuvent être réduites au seul volet de la production agricole. La mise à la disposition des communautés rurales de services essentiels (éducation et santé en premier) équivalents à ceux dont bénéficient les urbains constitue un objectif essentiel de justice sociale.

- L'articulation des politiques de développement agricole et de ceux concernant l'industrialisation constitue la colonne vertébrale du développement global de la société. La conception de ces politiques et de leur articulation dans le développement à orientation socialiste entre en conflit visible avec celle qui résulte du seul fonctionnement des marchés oligopolistiques du capitalisme réellement existant. La première est fondée sur les principes et objectifs de « l'alliance ouvrière et paysanne », laquelle à son tour ne peut être abandonnée dans sa mise en œuvre à la seule responsabilité du pouvoir politique central. La démocratisation de la société exige qu'un large champ soit ouvert aux négociations collectives (entre organisations paysannes et syndicats ouvriers, entre monde rural paysan et organisations de consommateurs), soutenues par l'Etat populaire (ref. prog. 1).

- La production agricole fait l'objet, dans le moment actuel, d'une offensive mondialisée du capital oligopolistique, véhiculée par les instances de l'OMC. Cette offensive s'inscrit dans une stratégie dite « d'ouverture des marchés », en fait d'ouverture unilatérale des marchés du Sud aux exigences d'expansion du capital oligopolistique du Nord. Les batailles menées désormais au sein de l'OMC (après l'adhésion de presque tous les pays du monde à cet institution conçue et construite par les seules puissances impérialistes) portent actuellement entre autre sur les subventions visibles ou déguisées aux exportations agricoles du Nord (cycle de Doha). Il faut soutenir les points de vues des diplomates de certains pays du Sud qui amorcent une remise en question des « règles de l'OMC », les renforcer par des initiatives populaires conjuguées capables de définir des alternatives d'ensemble cohérentes et des objectifs immédiats de luttes communes.

## **5. Alternatives à l'exploitation capitaliste du travail**

- L'idéologie libérale par essence et la pratique dans les sociétés capitalistes sont fondés sur la dissociation des formules de démocratie politique représentative – quand elles existent – et des champs concernant le progrès social des classes exploités et opprimés. L'extension des droits politiques eux mêmes aux classes populaires (suffrage universel par exemple) a été le produit de luttes et de conquêtes des peuples, jamais « octroyée » par en haut. Celle des droits du travail (d'organisation ouvrière, de grève etc.) et plus généralement des droits sociaux (éducation, santé, sécurité sociale etc.) ont été également le produit de ces cultures. L'agenda des revendications est loin d'être épuisé et constitue l'objet même de nombreuses luttes populaires en cours, au Sud et au Nord, d'autant que le moment actuel est celui d'une offensive du capital visant à les réduire, sous prétexte « d'ouverture des marchés ». Les stratégies du capital visent ici à fragmenter à l'extrême les « marchés du travail », à placer les pays du Sud en position de concurrence dévastatrice par la course aux salaires inférieurs. En contrepoint donc la construction de fronts cohérents associant ces luttes largement encore fragmentées constitue l'exigence incontournable de la définition de voies de développement à orientation socialiste.

- En particulier, dans la phase actuelle de déploiement du capitalisme impérialiste des oligopoles mondialisés, la tâche la plus urgente pour les organisations ouvrières et celles des

travailleurs en général est de reconstruire des « fronts unis du travail » capables d'imposer le plein emploi et la définition des conditions décentes de celui-ci.

Les formules d'organisation et d'action héritées de la phase antérieure de l'histoire (syndicats en particulier), efficaces en leur temps, sont érodées par les transformations en cours dans l'organisation du travail. Celles-ci ne sont pas le produit « spontané » et incontournable des nouvelles technologies mises en œuvre. Elles sont largement le produit de stratégies du capital visant à aggraver la précarité des emplois, à créer une armée de réserve de chômeurs, à fragmenter les conditions faites aux travailleurs. Dans les pays capitalistes du Sud, associée à l'exode rural (ref. prog. 4) cette évolution a paupérisé en masse les classes populaires urbaines, dont une proportion croissante est constituée « d'informels ».

Les mouvements populaires en cours ont déjà fait preuve d'inventivité dans l'organisation de ces luttes par la mise en œuvre de pratiques démocratiques avancées réelles. Il leur reste beaucoup de chemin à parcourir pour passer de stratégies encore largement défensives à des projets politiques cohérents et offensifs, capables de faire avancer l'alternative populaire. L'agenda de ces luttes et des objectifs constitutifs de l'alternative populaire s'ouvre largement à toutes les dimensions de la vie sociale, sur les lieux de travail et dans la cité (éducation, santé, habitat, services essentiels).

- La polarisation accentuée entre « centres » opulents (15 % de la population de la planète) et « périphéries » toujours dominées et souvent dépourvues, parfois à l'extrême (85 % de la population du monde), propre à l'expansion capitaliste dans toutes les étapes de son déploiement est à l'origine d'une pression migratoire du Sud vers le Nord, prolongement de l'exode rural dans le Sud.

La logique libérale est prise ici en flagrant délit d'incohérence. Elle préconise l'ouverture mondiale des marchés aux marchandises et au capital, mais la refuse pour le travail ! Cette incohérence révèle l'objectif réel de ses objectifs : la fragmentation des fronts du travail, la surexploitation des « sans droits » que sont largement les émigrants légaux ou non.

L'objectif de fragmentation des classes travailleurs n'est pas nouveau. Le capitalisme a toujours par exemple récupéré les idéologies patriarcales pour discriminer les femmes (re. prog. 6) , comme celles du racisme à l'encontre des migrants et de minorités éventuelles (ref. prog 6). Le succès des mouvements populaires des groupes discriminés concernant la construction de convergences entre leurs revendications propres et celles des autres segments du travail en apparence « favorisés », constitue la seule garantie d'un progrès social associé à la démocratisation réelle de la société.

## **6. Alternatives à la discrimination**

- Le capitalisme est un système social fondé sur le principe de la discrimination. Celle qui oppose les maîtres (souvent « propriétaires ») des moyens de production et les majorités populaires qui en sont dépourvus est fondamentale et définit le capitalisme. Il n'y a pas « d'économie de marché » (au sens libéral du terme) qui ne soit une société de marché. Et le marché discrimine et fragmente.

- La plus flagrante de ces discriminations a toujours frappé les femmes. Les sociétés antérieures à la modernité capitaliste n'ont certes pas ignoré ces discriminations. Mais loin d'en atténuer les violences, le capitalisme les a intégré dans sa pratique d'exploitation pour

les instrumentaliser et les soumettre à ses objectifs propres. Lorsque ceux-ci sont apparus permettre quelques progrès du statut des femmes, le capitalisme s'emploie à en limiter les effets.

Les luttes de la moitié féminine de l'humanité pour la pleine reconnaissance juridique et réelle de tous leurs droits (dans les statuts d'organisation de la famille, dans les lieux de travail, dans l'exercice de la citoyenneté) ne sont pas seulement des luttes démocratiques (dont elles constituent un élément fondamental sans lequel parler de démocratisation de la société est parfaitement creux), elles sont, et peuvent être davantage, constitutives de l'alternative socialiste au capitalisme.

- La liste des segments des classes populaires soumises aux effets de la discrimination est longue : migrants, minorités dites ethniques ou religieuses, malades frappés par le Sida et d'autres pandémies etc. Leurs revendications propres acquièrent d'autant plus de force qu'elles seront associées aux autres dans la lutte pour un développement populaire à orientation socialiste.

## **7. La connaissance et la propriété intellectuelle**

- Le savoir est un bien commun de l'humanité. Il ne doit pas être traité comme une « marchandise vulgaire ». Son appropriation privée entre en conflit avec les principes fondamentaux de l'universalisme humaniste.

- Les oligopoles financiers qui contrôlent le système mondial en place poursuivent l'objectif de l'organisation de marchés monopolistiques à leur profit, en conflit avec le discours sur la « transparence » qui serait la vertu suprême du marché ! Ils promeuvent à cette fin la fragmentation de la production d'objets parfaitement similaires par leur valeur d'usage par l'abus des « marques déposées ». L'OMC – qui est leur instrument – promeut une « législation mondiale » qui non seulement protège les technologies prétendues particulières à chacune de ces « marques », mais encore sur-protège ces monopoles sous le prétexte fallacieux de défense de la « propriété intellectuelle et industrielle », assurant de la sorte une rente abusive à ces monopoles et constituant un obstacle infranchissable pour les pays du Sud engagés dans l'industrialisation.

- Simultanément ces monopoles impérialistes s'emploient – avec la protection de l'OMC – à dépouiller les peuples de leurs savoirs traditionnels parfois millénaires, dans les domaines de la production agricole et de la pharmacopée. Sous le prétexte fallacieux que leurs « laboratoires » ont identifié les spécificités propres aux produits agricoles et pharmaceutiques paysans, les monopoles impérialistes entendent « interdire » aux paysans du Sud de poursuivre leurs pratiques de production et les contraindre à « racheter » les semences sélectionnées et les produits des connaissances propres aux sociétés paysannes en question !

## **8. Ecologie et changement climatique**

- Les problèmes d'environnement et d'écologie sont de natures diverses, concernant le gaspillage et l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables et renouvelables, la destruction de la biodiversité, le changement climatique etc. Leur « traitement » par la rationalité du marché non seulement ne produit aucune solution pour le long terme mais encore implique des injustices sociales et internationales inacceptables. De ce point de vue le

capitalisme est désormais un système obsolète et la voie à orientation socialiste – à inventer au cours de la longue transition au delà du capitalisme – est la seule alternative humaniste.

- Le capitalisme en particulier et le marché en général sont fondés sur des calculs rationnels certes mais toujours à court terme, incapables d'intégrer la perspective nécessaire de la longue durée. Cette limite objective infranchissable en dépit de tous les discours sur le sujet est particulièrement visible pour ce qui concerne les ressources non renouvelables (le pétrole en particulier) ou renouvelables (l'eau, les forêts). L'échange de ressources naturelles non renouvelables exportées par le Sud contre l'importation de biens renouvelables est par nature inégale, sacrifie l'avenir des peuples du Sud au bénéfice de la consommation immédiate du Nord. L'objectif avoué par les puissances impérialistes est de réserver leur usage à leur bénéfice exclusif, interdisant aux pays du Sud – fut-ce en violant ouvertement les prétendues règles du marché – l'accès et l'usage de ces ressources. C'est pourtant par l'ouverture de cet accès aux peuples du Sud que le Nord sera contraint de « s'ajuster » à son tour à un meilleur usage des ressources de la Planète. L'alternative populaire exige le contrôle de ces ressources par les peuples, l'invention de critères nouveaux de mesure de leur utilité économique fondés sur le respect dans le long terme des exigences sociales de justice, l'ouverture de négociations internationales encadrées par la proclamation et le respect réel de ces principes.

- Le changement climatique constitue semble-t-il désormais un défi sérieux pour l'humanité. Dû aux gaspillages du capitalisme (effet de serre) ou peut être à des transformations de l'univers hors de la portée des êtres humains, ce changement constitue de toute façon un défi qui exige la prise en considération du long terme dans le choix des stratégies globales. Le système impérialiste dominant ici encore sacrifie l'avenir du Sud à la seule préservation des positions privilégiées du Nord. L'alternative à orientation socialiste promue par les mouvements populaires doit parvenir à contraindre les gouvernements du Sud à intégrer cette dimension dans la définition de stratégies de développement et à contraindre le système international (l'OMC en particulier) à en respecter les exigences.

## **9. Régionalismes alternatifs et intégration centrés sur les peuples**

- Le système global impérialiste en place donne la priorité absolue à la mondialisation du marché capitaliste et conçoit les systèmes de coopération et d'intégration régionaux comme seulement des "sous-systèmes", des blocs constitutifs du système globalisé. Il en est ainsi de l'Union Européenne, de la zone de libre échange de l'Amérique du Nord (Etats Unis, Canada, Mexique) comme des « marchés communs » mis en place dans diverses régions du Sud (Afrique, Asie du Sud Est). Les projets concernant des ensembles associant pays du Nord et pays du Sud, comme ceux dits de « partenariat » entre l'Union Européenne, l'Afrique et d'autres, sont de la même nature et véhiculent des formes néo-coloniales inacceptables. Ces formules entrent en conflit visible avec les perspectives de développement populaires autocentrés (peoples' centered perspectives) de tous les peuples. Les mouvements populaires doivent réfléchir et promouvoir des perspectives régionales différentes par nature dans leurs objectifs et les moyens mis en œuvre.

- L'amorce d'alternatives populaires et nationales autocentrées (peoples' and nations' centered) est peut être déjà en voie de progrès en Amérique du Sud avec l'initiative de l'ALBA venue pour compléter et corriger le Mercosur. Il importe de donner à cette initiative et à d'autres qui pourraient s'en inspirer un contenu défini par les revendications des peuples concernés.

## **Conclusion générale**

- Chacun des thèmes de recherche et d'action considéré ci-dessus s'inscrit dans la perspective générale de l'élaboration de stratégies de luttes populaires allant « au delà du capitalisme », s'engageant sur la longue route du développement à orientation socialiste, fondé sur les intérêts et les revendications des classes populaires, soumettant la régulation des marchés et la mise en œuvre des politiques d'Etat à l'objectif du renforcement progressif de l'orientation socialiste et non d'en saper le mouvement. Cette option de principe fondamentale exige une critique radicale du « capitalisme réellement existant » qui n'est pas le « marché » venté par les idéologues d'un système de pouvoir fondé sur l'inégalité des classes (annihilant toute possibilité réelle de pouvoir populaire – peoples' empowerment) et l'inégalité des nations (le capitalisme réellement existant est impérialiste par nature).
- La voie du développement à orientation socialiste ne saurait être réduite à une « formule unique » valable pour tous, analogue à celle que le « consensus de Washington » ou le « consensus post Washington » tentent d'imposer. Les voies de ce développement sont multiples et doivent être définies concrètement par chaque peuple, à partir des conditions concrètes qui lui sont propres (en particulier de l'héritage du développement inégal promu par le capitalisme/impérialisme) et de celles de sa culture politique. Le « non consensus global » doit être le principe guidé de la reconstruction d'une globalisation multipolaire et négociée.